



Mairie de Marseille
DGA VILLE DES PETITES MARSEILLAISES ET
MARSEILLAIS

**Cahier des clauses administratives
particulières**

**Elaboration de menus et fourniture de denrées
alimentaires et de repas spécifiques dans les
établissements municipaux d'accueil de la petite
enfance**

Numéro de la consultation : [25_0838](#)

Procédure de passation : [Appel d'offres ouvert](#)

Sommaire

Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....	4
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	4
1.2 Procédure.....	4
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	4
1.3.1 Décomposition en lots.....	4
1.3.2 Décomposition en tranches.....	4
1.3.3 Décomposition en postes.....	5
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	5
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	5
1.6 Date d'effet du marché.....	5
1.7 Durée du marché - Période de validité.....	6
1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	6
1.9 Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées.....	6
1.10 Clause de réexamen.....	6
Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION.....	10
3.1 Délais.....	10
3.2 Emission des bons de commande.....	11
Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....	13
Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....	13
5.1 Transport et Emballages.....	13
5.2 Lieux d'exécution ou de livraison.....	13
Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	13
Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION.....	14
7.1 Vérifications.....	14
7.2 Admission.....	14
Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....	14
8.1 Durée de garantie.....	14
8.2 Point de départ de la garantie.....	14
Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS.....	15
Article 10 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	15
Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	15
11.1 Nature du prix.....	15
11.2 Variations de prix.....	15
11.3 Disparition d'indice.....	17

.....	17
Article 12 - AVANCE.....	17
12.1 Régime de l'avance.....	17
12.2 Dispositions complémentaires.....	17
Article 13 - MODALITÉS DE REGLEMENT.....	17
Article 14 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	17
14.1 Délais de paiements.....	17
14.2 Intérêts moratoires.....	18
14.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	18
14.4 Présentation des demandes de paiement.....	18
14.5 Dématérialisation des factures.....	19
Article 15 - PENALITES.....	20
15.1 Pénalités de retard.....	20
.....	20
15.2 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du Travail.....	24
.....	24
15.3 Autres pénalités.....	24
Article 16 - RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	24
Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES.....	24
17.1 Les contraintes réglementaires.....	24
17.1.1 Le RGS.....	24
17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	24
17.1.3 Le Code du Patrimoine.....	25
17.2 Les clauses générales de confidentialité.....	25
17.3 Les contrôles.....	26
17.4 Phase de réversibilité.....	26
Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....	26
Article 19 - LOI APPLICABLE.....	27
Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES.....	27
Article 21 - ASSURANCES.....	27
Article 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	27

Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE

1.1 Intitulé et Objet des prestations

Intitulé de la consultation :

Elaboration de menus et fourniture de denrées alimentaires et de repas spécifiques dans les établissements municipaux d'accueil de la petite enfance

La présente consultation a pour objet : Elaboration de menus et fourniture de denrées alimentaires et de repas spécifiques dans les établissements municipaux d'accueil de la petite enfance

- Élaboration des menus, fourniture et livraison de denrées alimentaires dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille (les repas sont préparés par le personnel municipal en cuisine)

- Élaboration des menus, fourniture et livraison de repas de substitution pour raison sanitaire dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille

La prestation comporte 2 lots.

1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

APPEL D'OFFRES OUVERT - selon les articles suivants : articles R2124-2, R2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Élaboration des menus, fourniture et livraison de denrées alimentaires dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille
2	Élaboration des menus, fourniture et livraison de repas de substitution pour raison sanitaire dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille

Modes d'attribution des lots : Les candidats peuvent candidater à tous les lots

Les candidats peuvent soumettre des offres pour tous les lots : oui

1.3.2 Décomposition en tranches

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

1.3.3 Décomposition en postes

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

1.5 Accord-cadre à bons de commande

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Lot	Désignation du lot	MINI annuel € HT	MAXI annuel € HT
1	Élaboration des menus, fourniture et livraison de denrées alimentaires dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille	1 400 000€ HT	2 500 000€ HT
2	Élaboration des menus, fourniture et livraison de repas de substitution pour raison sanitaire dans les établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille	15 000€ HT	42 000€ HT

1.6 Date d'effet du marché

La date de début de la période de validité et d'exécution du marché est la date de notification du marché au titulaire.

Une période de préparation est prévue à compter de la notification. Durant cette période, le titulaire met tout en œuvre pour permettre le démarrage des prestations prévues au marché, à compter du 2 mars 2026.

Pour la première commande le planning suivant est prévu :

- Pour le lot 1 :
- - Réunion de la commission des menus dans les 2 mois avant le 2 mars
 - Commande le 2 février au plus tard (4 semaines avant la livraison)
 - Ajustement de la commande le 28 mars avant midi

- Pour le lot 2 :
 - o Commande le 2 février au plus tard (4 semaines avant la livraison)
 - o Ajustement de la commande le 28 mars avant midi

1.7 Durée du marché - Période de validité

La durée du marché se définit comme suit :

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an reconductible, dans la limite de trois (3) reconductions.

La reconduction du marché se faisant de manière tacite.

En cas de décision de **non** reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard **3** mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Lorsque le montant maximum annuel est atteint avant la fin de la période, le pouvoir adjudicateur pourra exécuter par anticipation la nouvelle période d'exécution. La durée totale du marché sera réduite d'autan.

Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur durée de validité se prolonger au-delà de l'expiration de l'accord-cadre, pour la durée nécessaire à leur exécution, sans perturber les conditions de remise en concurrence.

Prestations similaires : Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent Accord cadre

1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

1.9 Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées

Sans objet

1.10 Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des Articles L.2194-1 1° et R.2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications est prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

 L'ensemble des dispositions de l'article 25 du CCAG FCS est applicable.

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la Commande publique.

Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions, dont celles relatives à la révision des prix, aux conditions d'exécution de la prestation (cf :

-article 2.2 du CCTP du lot 1 et du lot 2: évolution envisagées

- article 4 en cas d'évolution du plan alimentaire CCTP du lot 1 et du lot 2).

Ces éventuelles évolutions, qui devront être retranscrites au sein d'un avenant, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Lorsque l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait de circonstances imprévisibles et extérieures aux parties, ou du fait de l'édiction par l'autorité publique d'une mesure en application de ces circonstances qui vient impacter l'exercice de certaines activités, la Ville de Marseille peut suspendre pour 15 jours l'exécution de tout ou partie des prestations objet du marché.

Pendant cette suspension, les parties conviennent des modalités de prise en charge des conséquences, notamment financières, de ces circonstances sur l'exécution du marché, sur les modalités de poursuite de cette dernière et sur les modifications à apporter éventuellement au marché, l'exécution de ce dernier sera automatiquement prolongée de la durée de la suspension.

À défaut d'accord entre les parties dans les délais impartis, le mécanisme de règlement amiable des litiges sera mis en oeuvre. Lorsque les conditions d'exécution du marché sont modifiées de manière substantielle du fait de circonstances imprévisibles et extérieures aux parties sans pour autant faire obstacle à la poursuite de l'exécution du marché, ces dernières conviennent des modalités de prise en charge, notamment financières, des conséquences de ces circonstances dans les mêmes conditions que ci-dessus évoquées.

Ainsi aux vises des articles précités, il est prévu qu'en cas d'évolution des conditions économiques et techniques, les parties, sans remettre en cause l'économie générale du contrat, pourront se rencontrer, afin de réexaminer les conditions d'exécution du contrat, notamment financières, dans les hypothèses suivantes :

- changement de législation et/ou de réglementation affectant les impôts et taxes dus par le Partenaire au titre de l'exécution du présent contrat ;

- pour tout fait ou tout acte qui remet en cause l'équilibre financier du contrat, entendu comme une variation significative des postes de produits ou de charges pour des motifs extérieurs au titulaire (cas de force majeure, sujétions techniques imprévues, grève, crise sanitaire, imprévision, etc.).

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou qu'elles n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation et/ou de l'exécution du contrat donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes. La rédaction de cet avenant incombe au pouvoir adjudicateur.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution.

Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

Sauf dispositions contraires, à compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'Acheteur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Toute modification des conditions d'exécution, de l'accord-cadre, mentionnée ci-dessous et acceptée à l'issue de la procédure de réexamen, fait l'objet d'un ordre de service ou d'un certificat administratif, à laquelle seront annexées, en fonction de la nature de la modification, les pièces justificatives nécessaires (nouvel extrait K-bis, nouvel état de répartition, etc.). Dans ce cadre, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant au cours de la durée de vie du marché et qui se rapportent :

Les modifications suivantes feront l'objet de l'établissement d'un certificat administratif par l'Acheteur, après transmission préalable des pièces justificatives nécessaires par le titulaire :

- Tous les cas prévus par le CCAG FCS
- Personnes ayant pouvoir de l'engager
- Modification de la raison sociale du titulaire
- Changement du SIRET s'il n'affecte pas le SIREN du titulaire (modification de la partie NIC uniquement)
- Changement de compte bancaire
- Changement de forme juridique (ex. : transformation d'une SARL en SA).
- Dans ce dernier cas, il sera joint un extrait du journal d'annonces légales relatant la décision de l'assemblée délibérante de la société et/ou la décision de l'assemblée générale de la société.
- En règle générale, toute modification n'entraînant pas de changement dans la personnalité morale de l'entreprise titulaire

■ Exécution de prestations supplémentaire par voie d'avenant

En application de l'article R2194-2 du CCP, l'exécution de prestations supplémentaires pourra être confiée par voie d'avenant lorsque les fournitures, quel que soit leur montant, sont devenues nécessaires et ne figureraient pas au marché initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences

d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial.

Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) afferant au lot 1 et ses annexes désignées ci-après :

Annexe 1 Obligations relatives à la protection des données personnelles et à la politique de sécurité de la Ville de Marseille afferant au lot

Annexe 2 Bordereau des prix unitaires désigné sous le terme « BPU » afferant au lot

Annexe 3 de l'acte d'engagement « Attestation de visite de site obligatoire » afferant au lot 1

- L'Acte d'Engagement (AE) afferant au lot 2 et ses annexes désignées ci-après :

Annexe 1 Obligations relatives à la protection des données personnelles et à la politique de sécurité de la Ville de Marseille afferant au lot

Annexe 2 Bordereau des prix unitaires désigné sous le terme « BPU » afferant au lot

- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots

- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot 1 et ses annexes :

- annexe 1 plan alimentaire sur 4 semaines

- annexe 2 tableau d'introduction alimentaire

- annexe 3 exemples de fiches recettes

- annexe 4 grammage

- annexe 5 taux de pertes des aliments

- annexe 6 liste d'économat (produit de réserve) indicative

- annexe 7 liste des établissements d'accueil du jeune enfant

- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) du lot 2 et ses annexes :

- annexe 1 plan alimentaire sur 4 semaines

- annexe 2 tableau d'introduction alimentaire

- annexe 3 liste des établissements d'accueil du jeune enfant

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021

-le mémoire technique du candidat et son annexe (une par lot) dument complétée sur la démarche flux, les circuits courts, l'agriculture biologique, les signes de qualité concernant le ou les lots pour le(s)quel(s) le candidat souhaite soumissionner et l'ensemble des fiches techniques demandées.

Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION

3.1 Délais

Le délai de **livraison** est fixé comme suit :

Lot n°1 et n°2

Les prestations doivent être assurées, quelles que soient les circonstances.

Les livraisons ont lieu dans chaque établissement.

Les livraisons doivent se dérouler, conformément aux dispositions prévues au CCTP.

Les marchandises devront être livrées dans le local prévu à cet effet et désigné par la directrice de chaque établissement.

Le titulaire devra prévoir le personnel, le matériel et le temps suffisants pour le déchargement.

lot n° 1 : Les livraisons doivent intervenir, au minimum, deux fois par semaine, pour un maximum de trois ou quatre jours de denrées périssables.

Pour le stock de produits d'épicerie de base, les denrées pour le régime anti diarrhéique et pour les menus de secours, les livraisons auront lieu en tant que de besoin.

Les horaires d'ouverture peuvent être modifiés, le prestataire en sera informé par la Ville de Marseille.

lot n° 2 : Les livraisons se feront selon deux modalités possibles et au moins deux fois par semaine :

- Entre 7h30 et 11h et à titre exceptionnel entre 14h30 et 16h00.
- Entre 18h30 et 7h30.

Les horaires d'ouverture peuvent être modifiés, le prestataire en sera informé par la Ville de Marseille.

Informations complémentaires :

Lot 1 :

- les horaires indicatifs des repas, en fonction des sections sont :
- déjeuner vers 11h
- goûter vers 15h

- la capacité des réfrigérateurs à froid ventilé : de 350 à 655 litres
- la capacité des congélateurs : 472 litres, 499 litres, 544 litres
- les congélateurs ne sont pas opérationnels dès la première heure du jour de la réouverture des crèches, après la fermeture estivale, qui est la veille du premier jour d'accueil des enfants. (lot 1).

3.2 Emission des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence au marché,
- La désignation de la prestation à effectuer
- La quantité commandée,
- Le lieu d'exécution ou de livraison,
- Le délai d'exécution ou de livraison,
- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande
- La date

Autres mentions : Il n'y aura pas de commandes pour les périodes de fermeture suivantes :

- le mois d'août pour toutes les structures sauf 6 à 8 structures fermées à tour de rôle en juillet
- la semaine entre Noël et le jour de l'an
- les fermetures pour travaux de certaines structures ou liées à un événement exceptionnel ou imprévu.
- grèves

Il est donc possible qu'il n'y ait pas de commandes pour un ou plusieurs équipements et ce pour plusieurs mois.

Lot n°1

Les modalités de commande sont définies au chapitre V du CCTP du lot 1.

La liste des établissements concernés figure en annexe 7 du CCTP.

Calendrier de passation des commandes

Conformément au CCTP, avant le démarrage de la prestation et après la notification du marché, le titulaire devra proposer pour validation de la Direction de la Petite enfance un planning de livraison avec des tranches horaires prévisionnelles de façon à assurer la prestation quotidienne et une limitation des kilomètres parcourus.

Début de passation des commandes au titre du nouveau marché

La date prévisionnelle de transmission de la 1ère commande serait le 2 février 2026 pour une livraison sur site le 2 mars 2026.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La personne habilitée à signer les bons de commande est: **Le représentant du pouvoir adjudicateur.**

Les bons de commande seront notifiés par **courrier, fax (télécopie) ou par mail** (avec accusé de réception).

Lot 2 :

Les modalités de commande sont définies au chapitre V du CCTP du lot 2.

La liste des établissements concernés figure en annexe 3 du CCTP.

Le calendrier de passation des commandes est le suivant :

Conformément au CCTP, avant le démarrage de la prestation et après la notification du marché, le titulaire devra proposer pour validation de la Direction de la Petite enfance un planning de livraison avec des tranches horaires prévisionnelles de façon à assurer la prestation quotidienne et une limitation des kilomètres parcourus.

Début de passation des commandes au titre du nouveau marché

La date prévisionnelle de transmission de la 1ère commande serait le 2 février 2026 pour une livraison sur site le 2 mars 2026.

Le processus de préparation de la commande tiendra compte du calendrier ci-dessus.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

La personne habilitée à signer les bons de commande est: **Le représentant du pouvoir adjudicateur.**

Les bons de commande seront notifiés par **courrier, fax (télécopie) ou par mail** (avec accusé de réception).

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

5.1 Transport et Emballages

Les frais de transport sont à la charge du titulaire. Conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique. Par dérogation aux dispositions de l'article 20 du CCAG FCS, les dispositions relatives au stockage, emballage et transport sont les suivantes :

Il n'est pas prévu de dispositions particulières.

5.2 Lieux d'exécution ou de livraison

Les prestations sont réalisées dans l'ensemble des établissements d'accueil de la petite enfance de la Ville de Marseille dont la liste est jointe en annexe 7 du CCTP du lot 1 et annexe 3 du CCTP du lot 2.

Le lieu d'exécution est précisé dans chaque bon de commande.

La livraison sera accompagnée d'un bordereau de livraison établi par le titulaire en double exemplaire mentionnant les conditions prévues à l'article 16.4 du CCTP du lot 1 et 15.4 du CCTP du lot 2.

Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Le C.C.T.P. du marché fixe les conditions particulières d'exécution.

Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS / ADMISSION

7.1 Vérifications

Les opérations de vérifications prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS :

Vérification quantitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications quantitatives entre la fourniture demandée et la fourniture effectivement livrée.

Vérification qualitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications qualitatives et indiquera, s'il y a lieu, au titulaire tout défaut constaté par rapport à la fourniture demandée.

Les conditions de réception et de contrôle du lot 1 et du lot 2 sont prévues au CCTP.

L'article 27.3 du CCAG/FCS n'est pas applicable.

7.2 Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des **prestations** sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG FCS par le responsable désigné par la personne publique.

Pour l'admission des fournitures de denrées du lot 1 et des repas de substitution du lot 2 :

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS, le bordereau de livraison vaut admission des prestations, sauf dispositions concernant les contrôles a posteriori conformément à l'article 17 du CCTP du lot 1 et à l'article 16 du CCTP du lot 2. La décision d'admission est la contre-signature du bon de livraison par la Ville, et prend effet à cette date.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG FCS, en cas de non-conformité de la commande, la Ville décide d'ajourner l'admission des prestations. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point, dans les conditions définies aux **CCTP du lot 1 et lot 2**.

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG FCS, le titulaire fait connaître son acceptation immédiatement dès connaissance de la décision d'ajournement.

Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE

8.1 Durée de garantie

Les **fournitures** font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 33 du CCAG/FCS.

8.2 Point de départ de la garantie

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Article 9 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS

Il n'est pas prévu de disposition particulière.

Article 10 - CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Les dispositions du CCAG FCS (articles 5 et 14) s'appliquent, sans dispositions particulières.

Article 11 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

11.1 Nature du prix

Prix unitaires :

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant en annexe 2 à l'acte d'engagement afferant au lot.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

11.2 Variations de prix

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-après.

L'acheteur procède à la révision et fournit le calcul aux titulaires au plus tard un mois après la date anniversaire de la notification du marché.

Révision des prix selon formule paramétrique :

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG, Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix du marché évoluent de la manière suivante en fonction de l'évolution des conditions économiques. Les prix sont révisibles.

Pour déterminer les prix de règlement, il sera fait application de la formule de révision figurant ci-après.

Les prix sont révisés en application de la formule suivante :

Lot 1

$$P(n) = P(o) * [0.125 + (0.525 * IPC(n) / IPC(0) + 0.350 * J(n) / J(0))]$$

Les paramètres figurant dans la formule ont la signification suivante :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date limite de remise des offres

IPC (n) = Valeur moyenne des indices mensuels des prix à la consommation - IPC - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 01 - Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (identifiant : 001763867, référence INSEE) entre le mois zéro correspondant au mois de la date limite de remise des offres et le mois (n) correspondant à la date anniversaire de la notification du marché.

IPC (0) : Même indice pris à la date limite de remise des offres.

J (n) = Valeur moyenne des indices mensuels du coût horaire du travail révisé -Salaires et charges- Transports et entreposage (NAF rév.2 section H) (identifiant : 001565190, référence INSEE), entre le mois zéro correspondant au mois de la date limite de remise des offres et le mois (n) correspondant à la date anniversaire de la notification du marché.

J (0) : Même indice pris à la date limite de remise des offres.

Lot 2

$$P(n) = P(0) \times [0.1250 + (0.875 \times IPC(n) / IPC(0))]$$

Dans laquelle :

P (n) : Prix après révision

P (0) : Prix à la date limite de remise des offres

IPC(n) = Valeur moyenne des indices mensuels des prix à la consommation - IPC - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop: 11.1.2 - Cantines - (identifiant : 001764235, référence INSEE) entre le mois zéro correspondant au mois de la date limite de remise des offres et le mois (n) correspondant à la date anniversaire de la notification du marché.

IPC (o) = Même indice pris à la date limite de remise des offres.

Pour la mise en oeuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

11.3 **Disparition d'indice**

Dans le cas de disparition d'indice, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable dès lors qu'il correspond à la structure de prix de la prestation. Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'elles.

Article 12 - AVANCE

Lot 1 :

12.1 **Régime de l'avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

12.2 **Dispositions complémentaires**

L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

Lot 2 :

Aucune avance n'est prévue pour ce lot.

Article 13 - MODALITÉS DE REGLEMENT

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.

Il n'est pas prévu de disposition complémentaire.

Article 14 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

14.1 Délais de paiements

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

14.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

14.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le présent marché étant un marché de fournitures (sans prestations de "services" clairement identifiées par des postes ou des lots) la sous-traitance n'est pas autorisée. Il n'y a pas lieu de prévoir les modalités de paiement direct des sous-traitants.

14.4 Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresses du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- **La date et le numéro du bon de commande**
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC

- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Les factures dématérialisées indiquent l'adresse suivante :

Ville de Marseille

Direction de la Petite Enfance

40 rue Fauchier

13 233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

14.5 Dématérialisation des factures

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1 à D2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.

Article 15 - PENALITES

15.1 Pénalités de retard

Faute par le Titulaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le marché, des pénalités peuvent lui être infligées.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités ne peut excéder 50% du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Sont considérées comme des causes exonératoires de la responsabilité du Titulaire, et donc de l'application des pénalités, les hypothèses suivantes :

- la force majeure au sens de la jurisprudence administrative,
- le cas fortuit au sens de la jurisprudence administrative,
- le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du Titulaire),
- la faute de la Ville au titre de l'exécution du présent marché,
- le retard imputable à la Ville.

La pénalité est notifiée par un courrier recommandé avec accusé de réception.

Elle peut être de deux types en fonction de la nature de l'infraction constatée :

- sans mise en demeure préalable
- avec mise en demeure préalable : la sanction est déclenchée si la mise en demeure est restée sans effet pendant cinq jours à compter de la date de réception du courrier par le Titulaire.

Le montant des pénalités, arrêté par la Ville conformément au présent contrat, est versé par le Titulaire dès réception de la notification par la Ville d'un titre de recette.

Le tableau ci-après précise la nature et le montant des pénalités auxquelles le Titulaire s'expose en cas de non-respect du contrat.

LOT 1 :

Nature du manquement	Pénalité
Sans mise en demeure préalable	
Non-respect des délais de livraison des denrées empêchant les préparations	1000 € par jour de retard
Non-respect des délais de transmission de menus	200 € jour de retard constaté,
Non-respect des conditions réglementaires de livraison des denrées	500 € par infraction constatée

Nature du manquement	Pénalité
En cas de force majeure ne permettant pas la livraison d'un produit : Non-respect des conditions de fourniture d'un produit nutritionnellement proche ou comparable	50 € par infraction constatée
Non-respect des DLC sur la date de consommation au 2/3	50€ par type de produit
Non-respect des DLC (y compris sur le stock des repas SOS)(*) : livraison de produits périmés	500 € par infraction constatée (par produit)
Non-respect des fiches techniques	100 € par infraction constatée
Non-respect des délais dans la transmission des fiches recettes	150 € par infraction constatée
Non-respect des délais de diffusion des menus	150 € par infraction constatée
Non-respect des délais livraison des menus de secours	1000 € par infraction constatée
Non-respect des spécifications qualitatives des denrées telles que prévues dans les menus (bio, signes officiels de qualité au sens des Lois Egalim et Climat et Résilience, qualité nutritionnelle, gamme des produits, spécifications par produit, fraîcheur des produits)	100 € par infraction constatée (sur la base d'un contrôle de traçabilité)
Non-respect des spécifications quantitatives des denrées telles que prévues dans les menus	250 € par infraction constatée (sur la base d'un contrôle de traçabilité)
Présence de corps étrangers non désirés dans la livraison des denrées	500 € par infraction constatée
Ecart par rapport aux taux cibles sur lesquels s'est engagé le titulaire concernant : <ul style="list-style-type: none"> • Les produits issus de l'agriculture biologique • Les produits ayant des signes officiels de qualité (hors AB) • Les viandes et poissons durables • Les produits issus de circuits courts 	1000 € par point d'écart en-deçà du taux cible (sur une année)
Non-respect des délais de transmission des analyses physico-chimiques et microbiologiques	50 € par infraction constatée
Non-transmission des documents attestant de la traçabilité des produits	250 € par infraction constatée
Non transmission des documents de suivi du marché	250 € par infraction constatée
Non prise en compte des délais de conservation des produits livrés (entamés ou non) s'ils sont intégrés dans les menus	50 € par infraction constatée
Non-respect des modalités de conditionnement et d'étiquetage des denrées(*)	250 € par infraction constatée
(*) La Ville met en place un constat contradictoire du manquement susceptible d'être reproché au titulaire préalablement à l'application des pénalités concernant l'item concerné. Ce constat,	

Nature du manquement	Pénalité
en fonction de la nature du manquement, pourra être effectué sur place en présence d'un représentant du titulaire qui disposera d'un délai imparti par la Ville pour se rendre sur les lieux indiqués par la Ville. La Ville s'engage à laisser un délai raisonnable au titulaire pour se rendre sur place. A défaut d'être présent dans le délai imparti, il ne pourra pas être reproché à la Ville de ne pas avoir mené de constat contradictoire.	
Après mise en demeure préalable	
Non-respect des engagements portant sur la saisonnalité des fruits et légumes	250 € par infraction constatée
Absence de suivi des évolutions réglementaires	500 € par action non réalisée
En cas de livraison de nuit : non-respect de la procédure d'accès et de sortie de chaque établissement	500 € par action non réalisée
Non-respect du formalisme du bordereau de livraison	100 € par action non réalisée

LOT 2:

Nature du manquement	Pénalité
Sans mise en demeure préalable	
Non-respect des délais de livraison des repas de substitution	500 € par jour de retard
Non-respect des délais de transmission de menus	50 € jour de retard constaté,
Non-respect des conditions réglementaires de livraison des repas de substitution	500 € par infraction constatée
En cas de force majeure ne permettant pas la livraison d'un repas de substitution : Non-respect des conditions de fourniture d'un produit nutritionnellement proche ou comparable	50 € par infraction constatée
Non-respect des DLC (y compris sur le stock des repas SOS)(*) : livraison de produits périmés	400 € par infraction constatée (par produit)
Non-respect de la composition des menus	50 € par infraction constatée
Non-respect des spécifications qualitatives des denrées utilisées pour la fabrication des repas de substitution	50 € par infraction constatée (sur la base d'un contrôle de traçabilité)
Présence de corps étrangers non désirés dans la livraison des denrées	500 € par infraction constatée
Présence d'allergène dans un plateau hypoallergénique	2000 € par infraction constatée
Ecart par rapport aux taux cibles sur lesquels s'est	300 € par point d'écart en-deçà du taux

Nature du manquement	Pénalité
engagé le titulaire concernant : <ul style="list-style-type: none"> • Les produits issus de l'agriculture biologique • Les produits ayant des signes officiels de qualité (hors AB) • Les viandes et poissons durables • Les produits issus de circuits courts 	cible (sur une année)
Non-respect des délais de transmission des analyses physico-chimiques et microbiologiques	50 € par infraction constatée
Non-transmission des documents attestant de la traçabilité des produits	250 € par infraction constatée
Non transmission des documents de suivi du marché	150 € par infraction constatée
Non-respect des modalités de conditionnement et d'étiquetage des repas de substitution(*)	200 € par infraction constatée
(*) La Ville met en place un constat contradictoire du manquement susceptible d'être reproché au titulaire préalablement à l'application des pénalités concernant l'item concerné. Ce constat, en fonction de la nature du manquement, pourra être effectué sur place en présence d'un représentant du titulaire qui disposera d'un délai imparti par la Ville pour se rendre sur les lieux indiqués par la Ville. La Ville s'engage à laisser un délai raisonnable au titulaire pour se rendre sur place. A défaut d'être présent dans le délai imparti, il ne pourra pas être reproché à la Ville de ne pas avoir mené de constat contradictoire.	
Après mise en demeure préalable	
Absence de suivi des évolutions réglementaires	500 € par action non réalisée
En cas de livraison de nuit : non-respect de la procédure d'accès et de sortie de chaque établissement	500 € par action non réalisée
Non-respect du formalisme du bordereau de livraison	100 € par action non réalisée

Les pénalités sont :

- cumulables entre elles : l'application d'une pénalité reprise ci-avant n'empêche pas l'application de tout ou partie des autres ;
- non libératoires : le paiement des pénalités par le Titulaire n'exonère pas ce dernier, ni du respect de l'obligation attachée à ladite pénalité, ni à son éventuelle responsabilité civile ou pénale vis-à-vis de la Ville ou d'un tiers au présent contrat.

En cas de récurrence (au-delà de 3 occurrences par mois de la même pénalité), il sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire équivalent au double de la pénalité totale appliquée pour le mois (par type de pénalités).

15.2 Pénalités pour non-respect des dispositions du Code du Travail

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

15.3 Autres pénalités

Il n'est pas prévu d'autres pénalités.

Article 16 - RESILIATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG/FCS (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG FCS).

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

Article 17 - CLAUSES DE GESTION DES DONNEES

17.1 Les contraintes réglementaires

17.1.1 Le RGS

Le décret **RGS (Référentiel Général de Sécurité)**, pris en application de **l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

17.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-

responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données et Politique de sécurité » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

17.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la **loi n°2015-195** promulguée le 20 février 2015 et modifiant **l'article L.111-1 du Code du Patrimoine**, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

17.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

Les données contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

La société prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;

- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

17.3 Les contrôles

La Ville de Marseille se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La Ville de Marseille pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

17.4 Phase de réversibilité

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

Article 18 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

Article 19 - LOI APPLICABLE

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

Article 20 - CONFORMITE AUX NORMES

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

Article 21 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 22 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG-FCS:

- l'article 2 déroge à l'article 4-1 du CCAG
- l'article 5.1 déroge à l'article 20.2.2 du CCAG
- l'article 5.1 déroge à l'article 20 du CCAG
- l'article 7.2 déroge à l'article 30.1 du CCAG
- l'article 7.2 déroge à l'article 30.2 du CCAG

- l'article 7.2 déroge à l'article 30.2.1 du CCAG
- l'article 11.2 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG
- l'article 15.1 déroge aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG